Sujet et direction de thèse

À l'école de la Mission laïque française au Liban :
politiques publiques, distinction scolaire, socialisation laïque

sous la co-direction d'Emmanuel Saint-Fuscien et Céline Béraud (CéSor)

Akhésa Moummi

Cette thèse part d'un triple-constat. L'objet « mission » a été peu pensé à l'époque contemporaine au Moyen-Orient. Par ailleurs, la littérature sur la socio-histoire de la diplomatie culturelle considère relativement peu les mondes scolaires et l'école comme objet de diplomatie reste peu envisagée. Enfin, l'éducation constitue l'un des parents pauvres de la recherche sur le monde arabe, notamment au-delà de la seule question de la confessionnalisation de l'éducation.

À partir de l'ethnographie des établissements de la MLF dans le pays, il s'agit de comprendre comment se tissent les relations entre réseau de la Mission, État libanais et État français et en retour, comment ces écoles façonnent la socialisation politique et le rapport à la déconfessionnalisation de l'État libanais des élèves et des personnels de ces établissements. Les écoles sont ainsi envisagées comme des instances de socialisation, dont il faut saisir la fabrique politique pour mieux interroger leurs conséquences en matière de socialisation.

Le premier temps de la thèse explore la façon dont les politiques publiques françaises affectent les établissements de la MLF au Liban. Ces établissements sont, en effet, tous liés à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et sont donc dépendants de politiques publiques françaises. En montrant les liens qui unissent, dès le début du XX^{e} siècle, la Mission laïque et la III^{e} République, il s'agit de démontrer que les politiques publiques françaises sont lourdes de conséquences pour les établissements de la Mission laïque, interrogeant en retour la place occupée par l'État libanais dans cet écosystème scolaire.

Le deuxième temps de la thèse interroge la façon dont ces écoles sont affectées par les directives de l'État libanais. En prenant appui sur les discours et pratiques observés, il s'agit de montrer que les normes libanaises sont dépassées, voire remises en cause, par les acteurs scolaires de la MLF, afin de proposer un modèle scolaire qui répond aux attentes des élites socio-économiques libanaises. Ce postulat est alors l'occasion d'explorer finement les conséquences de la crise multifactorielle traversée par le Liban sur les mondes scolaires, en envisageant notamment les frictions existantes entre les prescriptions du droit libanais et les attentes des acteurs (familles, enseignants, personnels, etc..).

Cette exploration des effets des politiques publiques nous permet d'examiner les interactions entre les institutions scolaires, qui sont membres du réseau de l'enseignement français. Nous faisons le postulat que ces écoles s'inscrivent dans un marché scolaire. Celui-ci réunit l'ensemble de l'offre scolaire française au Liban, expliquant la volonté de la Mission laïque de se muer en niche éducative laïque sur le marché scolaire libanais, en opposition avec l'offre scolaire chrétienne et musulmane existante au Liban et aussi affiliée au réseau de l'enseignement français. La revendication d'un tel projet éducatif enserre alors l'ensemble des discours formulés et des pratiques mises en œuvre au sein de de la MLF au Liban.

Le dernier temps de la démonstration interroge les effets de cette ambition socialisatrice de la Mission laïque française. En partant des pratiques observées au ras du pupitre, il s'agit de mettre en exergue la nature de la socialisation qui se développe dans les écoles de la MLF, notamment par rapport aux revendications de déconfessionnalisation de la société libanaise. Je tâche de démontrer que personnels comme élèves sont socialisés à une « hypothèse laïque » qui participe de la politisation des acteurs. Se

formulent alors de nouvelles appréhensions de l'État libanais, tendant à rompre avec le confessionnalisme politique.